

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 39.777/2
39.778/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Présidente du Sénat, le 20 janvier 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur :

- 1° une proposition de loi "régulant la publication en langue allemande des lois et arrêtés royaux et ministériels d'origine fédérale" (Doc. parl., Sénat, session 2005-2006, n° 3-1495/1) (39.777/2);
- 2° une proposition de loi "modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone" (Doc. parl., Sénat, session 2005-2006, n° 3-1496/1) (39.778/2),

a donné le 15 février 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des propositions, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les propositions appellent les observations ci-après.

Formalités préalables

L'article 78 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone dispose :

"Le Conseil (lire le Parlement de la Communauté germanophone) donne un avis motivé sur toute modification des lois (...) applicables à la région de langue allemande et relatifs à l'emploi des langues pour les matières administratives (...). Il donne un avis motivé sur toute modification de la présente loi (...). Le président d'une des Chambres législatives (...) soumet, à cet effet, au Conseil (lire au Parlement de la Communauté germanophone) toutes les propositions de loi et tous les amendements de (...) propositions de loi y relatifs. L'absence d'un avis dans les soixante jours à compter de la date à laquelle le Conseil (lire le Parlement de la Communauté germanophone) est saisi de la demande vaut avis favorable."

Il appartient au Président du Sénat de solliciter l'avis du Parlement de la Communauté germanophone sur les deux propositions à l'examen.

Portée des propositions

Les deux propositions de loi soumises pour avis visent principalement à remplacer le système mis en place par les articles 76 et 77 de la loi du 31 décembre 1983, précitée, par un système selon lequel une liste des textes à traduire en langue allemande est dressée par le Ministre de la Justice et les autres ministres fédéraux compétents "en fonction de l'intérêt qu'ils représentent pour les habitants de la région de langue allemande et en accordant la priorité aux textes principaux ainsi qu'à l'établissement de coordinations officielles en langue allemande" et ceci, "dans les limites des crédits budgétaires".

.../...

Ainsi, après avoir constaté que "l'arriéré en matière de traductions allemandes est considérable", que "le Service central de traduction allemande qui est actuellement chargé de ces traductions et dont le siège est établi à Malmédy, n'a jamais été mis en mesure de remplir cette mission, notamment en ce qui concerne des textes de base tels que le Code civil ou le Code pénal" et que "de nombreuses lois importantes qui présentent un intérêt évident pour les habitants de la région de langue allemande et qui ont été modifiées à de multiples reprises, mériteraient par ailleurs de faire l'objet à bref délai d'une coordination officieuse en langue allemande", les auteurs des deux propositions de loi entendent :

- 1° supprimer la procédure d'officialisation par voie d'arrêté royal des traductions effectuées par le Service central de traduction allemande à Malmédy;
- 2° charger le Ministre de la Justice d'arrêter à intervalles réguliers, sur proposition de ce service et après avis du Gouvernement de la Communauté germanophone, la liste des lois à traduire par le Service central de traduction allemande à Malmédy;
- 3° confier aux différents services publics fédéraux la traduction des arrêtés royaux et ministériels sur la base d'une liste dressée à intervalles réguliers par les ministres fonctionnels.

Observations générales

1. Selon les développements des deux propositions de loi, celles-ci "se donnent pour objectif de progresser dans la voie de la publication en langue allemande d'un nombre accru de textes légaux et réglementaires, tout en s'inspirant à cet égard des enseignements qui se dégagent de l'arrêt n° 59/94, prononcé par la Cour d'arbitrage le 14 juillet 1994".

Dans cet arrêt, la Cour d'arbitrage relevait notamment :

"B.3. Le droit pour l'habitant de la région de langue allemande d'avoir accès à la législation fédérale dans sa propre langue est inscrit à l'article 76 précité de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone. Cet article contient toutefois une double limitation : d'une part, l'accès à la législation n'est assuré que par la mise à disposition de traductions et non d'un texte allemand authentique et, d'autre part, les traductions officielles ne sont établies que «dans les limites des crédits budgétaires». La Cour doit examiner s'il existe une justification suffisante pour chacune de ces restrictions.

.../...

B.4. La question de savoir s'il résulte du principe d'égalité que les habitants de la région de langue allemande ont le droit de disposer d'un texte allemand authentique des lois, arrêtés et règlements fédéraux ne concerne pas seulement l'accès à la législation pour le sujet de droit, mais a aussi un rapport immédiat avec l'organisation et le fonctionnement des institutions impliquées dans l'activité normative.

Le droit pour un habitant de la région de langue allemande d'avoir accès aux textes législatifs et réglementaires fédéraux dans sa propre langue n'implique pas nécessairement l'existence de textes authentiques.

Que les textes français et néerlandais soient authentiques tandis que les textes allemands sont des traductions officielles, tient à l'organisation même des institutions fédérales.

Exiger l'existence d'un texte authentique en allemand des lois, arrêtés et règlements fédéraux rendrait nécessaire une réorganisation des structures et du fonctionnement du système fédératif belge. La différence repose donc sur un critère objectif qui la justifie raisonnablement.

Les articles de loi qui font l'objet des questions préjudicielles ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et *6bis*) en tant qu'ils ne prévoient pas l'existence d'un texte authentique en allemand des lois, arrêtés et règlements fédéraux.

B.5.1. L'article 76, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, remplacé par l'article 16 de la loi du 18 juillet 1990, charge le commissaire d'arrondissement compétent pour la région de langue allemande d'établir et de diffuser la traduction officielle en langue allemande notamment des lois, arrêtés et règlements fédéraux, mais «dans les limites des crédits budgétaires».

Il ne se déduit d'aucune disposition constitutionnelle ou législative ni d'aucun principe général de droit que l'absence de traduction officielle, en langue allemande, des lois, arrêtés et règlements priverait ceux-ci de force obligatoire à l'égard des habitants de la région de langue allemande.

Toutefois, le principe d'égalité serait méconnu si pour une catégorie de citoyens belges l'accès aux textes fédéraux législatifs et réglementaires était rendu plus difficile par l'impossibilité de pouvoir les lire dans leur propre langue.

Si les termes «dans les limites des crédits budgétaires» étaient interprétés comme autorisant la limitation arbitraire du nombre de traductions par le refus d'attribuer les crédits budgétaires nécessaires, les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et *6bis*) s'en trouveraient violés car l'accès des habitants de la région de langue allemande aux dispositions législatives et réglementaires fédérales serait ainsi limité d'une manière déraisonnable.

B.5.2. Il ressort toutefois des travaux préparatoires de l'article 16 précité de la loi du 18 juillet 1990 que le principe de la traduction des textes légaux et réglementaires en langue allemande a été accepté (Ann. parl., Sénat, 4 juillet 1990, p. 2490; Doc. parl., Chambre, 1989-1990, n° 1254/2, p. 8).

L'ajout du membre de phrase «dans les limites des crédits budgétaires» est justifié par «l'impossibilité d'accomplir à court terme une tâche aussi importante» (Doc. parl., Sénat, 1989-1990, n° 927-3, p. 3).

L'article 76, § 1^{er}, 1°, de la loi du 31 décembre 1983, remplacé par l'article 16 de la loi du 18 juillet 1990, doit donc être interprété comme imposant une obligation effective d'établir dans un délai raisonnable une traduction en langue allemande de tous les textes légaux et réglementaires émanant de l'autorité fédérale.

B.5.3. Comme la réserve relative aux limites des crédits budgétaires ôterait toute portée normative à la disposition critiquée si elle était prise à la lettre et ne se justifie que par l'importance de l'arriéré, cette réserve doit être entendue comme relative aux seuls textes antérieurs à la date d'entrée en vigueur de l'article 16 de la loi du 18 juillet 1990, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1989; ces textes doivent être traduits progressivement en fonction de l'importance qu'ils présentent pour les habitants de la région de langue allemande.

Par contre, pour ce qui est des textes postérieurs à cette date, leur traduction doit être systématique et suivre leur publication au Moniteur belge, étant entendu que le commissaire d'arrondissement dispose du délai nécessaire pour établir et diffuser cette traduction."

2. Les propositions soumises à l'examen sont largement en retrait par rapport au système établi par l'article 76, § 1^{er}, 1°, de la loi du 31 décembre 1983, précitée.

Selon le système en vigueur, tel qu'il a été interprété par la Cour d'arbitrage :

- a. les textes légaux et réglementaires antérieurs au 1^{er} janvier 1989 doivent être traduits "dans les limites des crédits budgétaires" progressivement en fonction de l'importance qu'ils présentent pour les habitants de la région de langue allemande;
- b. les textes légaux et réglementaires postérieurs au 1^{er} janvier 1989 doivent être systématiquement traduits et suivre leur publication au Moniteur belge.

En droit, les propositions à l'examen constituent une régression par rapport à ce système :

- a. les textes postérieurs au 1^{er} janvier 1989 ne doivent plus être systématiquement traduits :
- les lois sont traduites en fonction d'une liste arrêtée par le Ministre de la Justice après avis du Gouvernement de la Communauté germanophone;

- les arrêtés royaux et ministériels sont traduits selon une liste arrêtée par chaque ministre en fonction de l'intérêt qu'ils représentent pour les habitants de la région de la langue allemande;
- b. la traduction de tous les textes légaux et réglementaires - même ceux qui sont postérieurs au 1^{er} janvier 1989 - ne sera effectuée que "dans les limites des crédits budgétaires".

Il convient, dès lors, d'examiner si ces restrictions sont compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution tels que la Cour d'arbitrage les a interprétés dans son arrêt 59/94, précité.

2.1. Le texte de la proposition 3-1495/1 est ambigu :

- d'une part, il suggère que l'ensemble des textes sera traduit en langue allemande (pour les lois : article 1^{er}, proposé, de la loi du 31 mai 1961 - article 2 de la proposition ¹; pour les arrêtés : article 56, § 1^{er} *bis*, proposé, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 - article 4, B, de la proposition);
- mais d'autre part, les propositions instaurent un système de traduction sur la base de listes des textes à traduire en fonction de l'intérêt qu'ils représentent pour les habitants de la Communauté germanophone, ce qui sous-entend qu'à l'avenir, seuls les textes qui figureront sur ces listes seront traduits.

L'expérience a prouvé que les mécanismes actuellement mis en oeuvre sont largement insuffisants et la circonstance que les propositions prévoient que dorénavant les textes réglementaires ne seront plus traduits par le service central de traduction allemande du Service public Intérieur mais bien par les différents ministres, ne permettra pas de traduire l'ensemble des lois et arrêtés.

Dès lors, à défaut pour les auteurs de la proposition 3-1495/1 de mettre en place d'autres nouveaux mécanismes, il paraît certain qu'au mieux seront seuls traduits les textes légaux et réglementaires figurant sur les différentes listes de priorité. Il appartient

¹Les développements affirment que l'"objectif demeure bien entendu, conformément audit arrêt (de la Cour d'arbitrage), d'assurer dans un délai raisonnable après leur publication en français et en néerlandais, la traduction allemande de l'intégralité des textes légaux et réglementaires d'origine fédérale postérieurs au 1^{er} janvier 1989".

aux auteurs de la proposition d'indiquer plus clairement qu'ils optent pour un système permanent de traduction sur la base de listes de priorité et de justifier ce système au regard des articles 10 et 11 de la Constitution interprétés à la lumière de l'arrêt de la Cour d'arbitrage 59/94, précité, selon lequel

"... le principe d'égalité serait méconnu si pour une catégorie de citoyens belges l'accès aux textes fédéraux législatifs et réglementaires était rendu plus difficile par l'impossibilité de pouvoir les lire dans leur propre langue".

2.2. La proposition 3-1495/1 prévoit que c'est uniquement "dans les limites des crédits budgétaires" que seront réalisées les traductions des lois (article 2 de la proposition) ainsi que des arrêtés royaux et ministériels (article 4 de la proposition).

Dans son arrêt 59/94, précité, la Cour d'arbitrage a jugé que :

"Si les termes «dans les limites des crédits budgétaires» étaient interprétés comme autorisant la limitation arbitraire du nombre de traductions par le refus d'attribuer les crédits budgétaires nécessaires, les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6*bis*) s'en trouveraient violés car l'accès des habitants de la région de langue allemande aux dispositions législatives et réglementaires fédérales serait ainsi limité d'une manière déraisonnable.

(...)

Comme la réserve relative aux limites des crédits budgétaires ôterait toute portée normative à la disposition critiquée si elle était prise à la lettre et ne se justifie que par l'importance de l'arriéré, cette réserve doit être entendue comme relative aux seuls textes antérieurs à la date d'entrée en vigueur de l'article 16 de la loi du 18 juillet 1990."

Dès lors qu'ainsi qu'il vient d'être exposé, l'idée est de ne traduire non plus l'ensemble des textes mais uniquement ceux figurant sur les listes établies, d'une part, par le Ministre de la Justice (pour les lois) et, d'autre part, par les différents ministres (pour les arrêtés royaux et ministériels), la réserve "dans les limites des crédits budgétaires" ne se justifie pas et doit être omise.

2.3. En ce qui concerne les avis et communications en allemand, l'article 40, alinéa 2, proposé, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative impose qu'ils doivent, si nécessaire, être tenus à la disposition du public d'expression allemande. Dès lors que ces avis et communications s'avèrent nécessaires, le Conseil d'État n'aperçoit pas de justification admissible, au regard des articles 10 et 11 de la

Constitution, de la limitation imposée par l'article 3 de la proposition 3-1495/1, qui introduit la restriction des "limites des crédits budgétaires", restriction qui ne figure d'ailleurs pas dans les autres dispositions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. À l'article 3 de cette proposition, les mots "et dans la limite des crédits budgétaires" doivent dès lors être omis.

3. Selon les développements des deux propositions de loi, l'article 77 de la loi du 31 décembre 1983, précitée, qui institue sous la responsabilité du Ministre fédéral de l'Intérieur une commission dénommée "Commission pour la terminologie juridique allemande", est abrogé car "dans la mesure où elle est chargée essentiellement de fixer cette terminologie, cette Commission remplit en effet une mission de nature culturelle au sens de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 (...). Elle doit donc à ce titre relever de la Communauté germanophone et il appartient à cette dernière Communauté de l'organiser par décret."

Le Conseil de la Communauté germanophone règle par décret les matières culturelles en vertu de l'article 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution. En application de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983, précitée, les matières culturelles visées à l'article 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution sont les matières énoncées à l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les articles 76 et 77 de la loi du 31 décembre 1983, précitée, prévoient une exception aux matières culturelles, plus précisément en ce qui concerne "la défense et (...) l'illustration de la langue" (article 4, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) en Communauté germanophone.

Si les auteurs des deux propositions souhaitent avoir la certitude que l'unité de la terminologie juridique allemande sera maintenue, il ne suffit pas de prévoir que le Service central de traduction allemande et les ministres fédéraux compétents doivent respecter "la terminologie fixée par l'organe communautaire compétent" car cette disposition ne concernera que les textes émanant des autorités politiques de l'État fédéral. Il leur appartient de veiller également à ce que la Région wallonne respecte la "terminologie fixée par l'organe communautaire compétent" ².

²Voir les articles 55 et 84, 1° de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

4. Les deux propositions de loi prévoient que le Roi fixe la date d'entrée en vigueur. Pour être certain que les textes entreront en vigueur dans un délai déterminé, les textes pourraient fixer la date ultime à laquelle ils entrent en vigueur.

Observations particulières

A. La proposition de loi 3-1495/1 et les amendements n^{os} 1 et 2 (matière visée à l'article 78 de la Constitution)

Article 2

1. L'article 1^{er}, alinéa 2, proposé, de la loi du 31 mai 1961³, prévoit qu'avant d'arrêter la liste des lois à traduire en langue allemande, le Ministre de la Justice doit demander un avis au Gouvernement de la Communauté germanophone sur la proposition faite par le Service central de traduction allemande. Cette proposition de loi vise, dès lors, à régler les compétences de la Communauté germanophone en application de l'article 130 de la Constitution.

S'agissant d'une matière visée à l'article 77, 3°, de la Constitution, il convient d'insérer cette disposition dans la proposition de loi 3-1496/1.

2. Il appartient aux auteurs de la proposition d'être plus précis en ce qui concerne la liste arrêtée par le Ministre de la Justice : qu'entend-on, par exemple, par "intervalles réguliers" ? Quelle est la sanction si les textes prévus ne sont pas traduits ?

Par ailleurs, il convient que le service central de traduction ne respecte pas seulement la terminologie fixée par l'organe désigné par la Communauté germanophone, mais également celle déterminée par la Commission pour la terminologie juridique allemande, avant sa suppression, dans la mesure où celle-ci n'est pas modifiée par le

³Loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

nouvel organe communautaire. Le texte devrait être corrigé. L'amendement n° 1 va dans ce sens.

Les mêmes observations valent pour l'article 4 de la proposition (article 56, § 1^{er}, proposé, des lois coordonnés sur l'emploi des langues en matière administrative).

Article 4

L'article 56, § 1^{er}*bis*, proposé, ne prévoit pas l'intervention du Gouvernement de la Communauté germanophone dans l'établissement des listes, contrairement à ce qui est prévu pour la liste des lois à traduire (article 2 de la proposition).

Il appartient aux auteurs de la proposition de s'en expliquer.

B. La proposition de loi 3-1496/1 et l'amendement n° 1 (matière visée à l'article 77 de la Constitution)

Article 3

1. Indépendamment de l'observation générale n° 3, il vaut mieux scinder cet article en trois articles distincts : un article 3 abrogeant l'article 77 de la loi du 31 décembre 1983, précitée, un article 4 apportant des modifications à l'article 76 de la même loi et un article 5 reprenant la disposition transitoire relative à l'article 77, précité.

2. La phrase introductive de l'article (nouveau) des dispositions transitoires devra être rédigé comme suit :

"Jusqu'à l'abrogation de l'article 76 (...) inséré par la loi du 18 juillet 1990, le même article est toutefois modifié comme suit."

Amendement n° 1

L'article 3 de la proposition doit être modifié dans le sens préconisé par
l'amendement n° 1.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier,

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.777/2
39.778/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 januari 2006 door de Voorzitter van de Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over :

- 1° een voorstel van wet "tot regeling van de bekendmaking in het Duits van de wetten en koninklijke en ministeriële besluiten afkomstig van de federale overheid" (Parl. St., Senaat, zitting 2005-2006, nr. 3-1495/1) (39.777/2);
- 2° een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap" (Parl. St., Senaat, zitting 2005-2006, nr. 3-1496/1) (39.778/2),

heeft op 15 februari 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de voorstellen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de voorstellen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Artikel 78 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap luidt als volgt :

"De Raad (lees : het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap) verstrekt een met redenen omkleed advies over elke wijziging van de op het Duits taalgebied toepasselijke wetten (...) betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken (...). Hij (lees : Het) verstrekt een met redenen omkleed advies over elke wijziging van deze wet (...). De voorzitter van één der Wetgevende Kamers (...) legt daartoe aan de Raad (lees : het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap) alle desbetreffende wetsvoorstellen en amendementen op de (...) wetsvoorstellen voor. Het gebrek aan advies binnen zestig dagen vanaf de dag waarop het verzoek bij de Raad (lees : het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap) aanhangig werd gemaakt, staat gelijk met een gunstig advies."

De Voorzitter van de Senaat dient over de beide voorliggende voorstellen het advies van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap in te winnen.

Strekking van de voorstellen

De beide wetsvoorstellen die ter fine van advies zijn voorgelegd, strekken er hoofdzakelijk toe het systeem dat ingesteld is bij de artikelen 76 en 77 van de voormelde wet van 31 december 1983 te vervangen door een systeem waarbij een lijst van de in het Duits te vertalen teksten wordt opgemaakt door de Minister van Justitie en de overige bevoegde federale ministers, "afhankelijk van het belang dat ze hebben voor de

.../...

inwoners van het Duitse taalgebied en met voorrang voor de voornaamste teksten, alsook voor het tot stand brengen van officiële coördinaties in het Duits", en zulks "binnen de grenzen van de begrotingskredieten".

Na te hebben vastgesteld dat "de achterstand inzake Duitse vertalingen ... groot (is)", dat "de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling, die momenteel met die vertalingen belast is en die in Malmédy gevestigd is, ... nooit de mogelijkheid (heeft) gekregen om die taak, onder andere wat basisteksten als het Burgerlijk Wetboek of het Strafwetboek betreft, te vervullen" en dat "voor vele belangrijke wetten waarvan het belang voor de inwoners van het Duitse taalgebied voor de hand ligt en die herhaaldelijk gewijzigd zijn, ... overigens op korte termijn een officiële coördinatie in het Duits nodig (is)", geven de indieners van beide wetsvoorstellen te kennen dat het hun bedoeling is om :

- 1° de procedure van officiële vaststelling, bij koninklijk besluit, van de Duitse versie opgesteld door de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling te Malmédy, af te schaffen;
- 2° de Minister van Justitie ermee te belasten, op voorstel van die dienst en na advies van de regering van de Duitstalige Gemeenschap, op gezette tijden de lijst vast te leggen van de wetten die in het Duits moeten worden vertaald door de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling te Malmédy;
- 3° aan de onderscheiden federale overheidsdiensten de vertaling toe te vertrouwen van de koninklijke en ministeriële besluiten op basis van een lijst die op gezette tijden wordt vastgesteld door de functionele ministers.

Algemene opmerkingen

1. Volgens de toelichting bij beide wetsvoorstellen "hebben (ze) als doelstelling vorderingen te maken inzake de bekendmaking in de Duitse taal van een groter aantal wettelijke en verordenende teksten, hierbij voortgaand op de lering die we kunnen trekken uit arrest nr. 59/94 dat het Arbitragehof op 14 juli 1994 heeft uitgesproken".

.../...

In dat arrest heeft het Arbitragehof inzonderheid het volgende opgemerkt :

"B.3. Voor de inwoners van het Duitse taalgebied ligt het recht op toegang tot de federale wetgeving in de eigen taal besloten in het hiervoor aangehaalde artikel 76 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap. Dat artikel bevat evenwel een dubbele beperking : eensdeels wordt de toegang tot de wetgeving enkel verzekerd door het ter beschikking stellen van vertalingen en niet van een authentieke tekst in het Duits, anderdeels worden de officiële vertalingen slechts tot stand gebracht 'binnen de perken van de begrotingskredieten'. Het Hof dient te onderzoeken of er voor elk van die beperkingen een afdoende verantwoording bestaat.

B.4. De vraag of uit het gelijkheidsbeginsel voortvloeit dat de inwoners van het Duitse taalgebied het recht hebben om te beschikken over een authentieke Duitse tekst van de federale wetten, besluiten en verordeningen, betreft niet enkel de toegang tot de wetgeving voor het rechtssubject, maar houdt ook onmiddellijk verband met de organisatie en de werking van de instellingen die bij het normeren zijn betrokken.

Het recht voor een inwoner van het Duitse taalgebied op toegang tot de federale wettelijke en verordenende teksten in zijn eigen taal vereist niet noodzakelijkerwijze het bestaan van authentieke teksten.

Dat de Nederlandse en Franse teksten authentiek zijn terwijl de Duitse teksten officiële vertalingen zijn, vindt zijn grond in de organisatie zelf van de federale instellingen.

Eisen dat een authentieke Duitse tekst van de federale wetten, besluiten en verordeningen bestaat zou een reorganisatie van de structuren en van de werking van het Belgisch federatief stelsel vergen. Het verschil steunt derhalve op een objectief criterium dat het onderscheid op een redelijke wijze verantwoordt.

De wetsartikelen die het onderwerp zijn van de prejudiciële vragen schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6bis) in zoverre zij niet voorzien in het bestaan van een authentieke Duitse tekst van de federale wetten, besluiten en verordeningen.

B.5.1. Artikel 76, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, vervangen bij artikel 16 van de wet van 18 juli 1990, legt aan de arrondissementscommissaris bevoegd voor het Duitse taalgebied de verplichting op te zorgen voor het opstellen en verspreiden van de officiële vertaling in het Duits van met name de federale wetten, besluiten en verordeningen, doch 'binnen de perken van de begrotingskredieten'.

Uit geen bepaling van Grondwet of wet en evenmin uit enig algemeen rechtsbeginsel kan worden afgeleid dat het ontbreken van een officiële vertaling, in het Duits, van wetten, besluiten en verordeningen, de bindende kracht hiervan ten aanzien van de inwoners van het Duitse taalgebied zou ontnemen.

Het gelijkheidsbeginsel zou evenwel zijn geschonden mocht voor een categorie van Belgische burgers de toegang tot de teksten van de federale wet- en regelgeving moeilijker worden gemaakt doordat zij niet in de mogelijkheid verkeren van die teksten in hun taal kennis te nemen.

Mochten de termen 'binnen de perken van de begrotingskredieten' worden geïnterpreteerd als zouden zij toestaan dat willekeurig, door de niet-toekenning van de vereiste begrotingskredieten, het aantal vertalingen wordt beperkt, dan zou een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6bis) voorhanden zijn, vermits de toegang voor de inwoners van het Duitse taalgebied tot de federale wettelijke en verordenende bepalingen op onevenredige wijze zou worden beperkt.

B.5.2. Uit de parlementaire voorbereiding van bedoeld artikel 16 van de wet van 18 juli 1990 blijkt evenwel dat de vertaling van de wettelijke en verordenende teksten in de Duitse taal in beginsel is aanvaard (*Parl. Hand.*, Senaat, 4 juli 1990, p. 2490; *Gedr. St.*, Kamer, 1989-1990, nr. 1254/2, p. 8).

De toevoeging van de termen 'binnen de perken van de begrotingskredieten' wordt verantwoord door de overweging dat 'het onmogelijk is een zo omvangrijke opdracht op korte termijn uit te voeren' (*Gedr. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 927-3, p. 3).

Artikel 76, § 1, 1°, van de wet van 31 december 1983, vervangen bij artikel 16 van de wet van 18 juli 1990, moet dan ook aldus worden begrepen dat het een werkelijke verplichting oplegt om binnen een redelijke termijn alle wettelijke en verordenende teksten van de federale overheid in de Duitse taal te vertalen.

B.5.3. Daar het voorbehoud 'binnen de perken van de begrotingskredieten' aan de betwiste bepaling elke normatieve draagwijdte zou ontnemen mocht het naar de letter worden genomen en daar het slechts verantwoord is door de omvang van de achterstand, moet het worden gelezen als enkel betrekking hebbende op de teksten daterende van vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 16 van de wet van 18 juli 1990, zijnde 1 januari 1989; die teksten moeten geleidelijk worden vertaald naargelang van hun belangrijkheid voor de inwoners van het Duitse taalgebied.

Wat de teksten van na die datum betreft, moet de vertaling ervan systematisch zijn en moet zij op de bekendmaking van die teksten in het *Belgisch Staatsblad* volgen, aangenomen zijnde dat de arrondissementscommissaris over de nodige tijd beschikt om de betrokken vertaling op te stellen en te verspreiden."

2. De voorliggende voorstellen zijn een grote stap terug ten opzichte van het systeem dat bij artikel 76, § 1, 1°, van de voormelde wet van 31 december 1983 is ingevoerd.

Volgens het thans geldende systeem, zoals het door het Arbitragehof is geïnterpreteerd :

- a. moeten de wet- en verordeningsteksten die dateren van vóór 1 januari 1989 "binnen de perken van de begrotingskredieten" geleidelijk worden vertaald naargelang van hun belangrijkheid voor de inwoners van het Duitse taalgebied;
- b. moeten de wet- en verordeningsteksten van na 1 januari 1989 systematisch vertaald worden en moet de vertaling volgen op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Uit juridisch oogpunt vormen de voorliggende voorstellen een stap terug ten opzichte van dat systeem :

- a. de teksten van na 1 januari 1989 behoeven niet meer systematisch vertaald te worden :
 - wetten worden vertaald volgens een lijst vastgesteld door de Minister van Justitie na advies van de regering van de Duitstalige Gemeenschap;
 - koninklijke en ministeriële besluiten worden vertaald volgens een lijst vastgesteld door elke minister afzonderlijk afhankelijk van het belang dat ze hebben voor de inwoners van het Duitse taalgebied;
- b. alle wet- en verordeningsteksten - zelfs die welke van na 1 januari 1989 dateren - zullen maar worden vertaald voorzover "de grenzen van de begrotingskredieten" zulks mogelijk maken.

Bijgevolg dient te worden nagegaan of die beperkingen verenigbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zoals het Arbitragehof ze in zijn voormeld arrest 59/94 heeft uitgelegd.

2.1. De tekst van voorstel 3-1495/1 is dubbelzinnig :

- enerzijds wordt daarin de indruk gewekt dat alle teksten in het Duits zullen worden vertaald (voor de wetten : voorgesteld artikel 1 van de wet van 31 mei 1961 - artikel 2 van het voorstel ¹; voor de besluiten : voorgesteld artikel 56, § 1bis, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 - artikel 4, B, van het voorstel);
- maar anderzijds wordt bij de voorstellen een systeem van vertaling ingevoerd op basis van lijsten van de te vertalen teksten afhankelijk van het belang dat ze hebben voor de inwoners van het Duitse taalgebied, waardoor te kennen wordt gegeven dat voortaan alleen de teksten die op die lijsten voorkomen, vertaald zullen worden.

De ervaring heeft ons geleerd dat de thans gebruikte mechanismen ruimschoots tekortschieten en de omstandigheid dat de voorstellen bepalen dat de verordeningsteksten voortaan niet meer zullen worden vertaald door de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, maar wel door de onderscheiden ministers, zal het niet mogelijk maken alle wetten en besluiten te vertalen.

Aangezien de indieners van voorstel 3-1495/1 geen nieuwe mechanismen invoeren, lijkt het bijgevolg zeker dat in het beste geval alleen de wet- en verordeningsteksten die op de onderscheiden prioriteitenlijsten voorkomen, vertaald zullen worden. Het staat aan de indieners van het voorstel om duidelijker aan te geven dat zij opteren voor een permanent systeem van vertaling op basis van prioriteitenlijsten en om dat systeem te verantwoorden ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, uitgelegd in het licht van voormeld arrest 59/94 van het Arbitragehof, naar luid waarvan :

"het gelijkheidsbeginsel (geschonden) zou ... zijn, mocht voor een categorie van Belgische burgers de toegang tot de teksten van de federale wet- en regelgeving

¹In de toelichting wordt immers aangegeven dat het de bedoeling blijft "om, overeenkomstig vermeld arrest (van het Arbitragehof), binnen een redelijke termijn na de bekendmaking ervan in het Nederlands en het Frans, te zorgen voor de Duitse vertaling van alle wettelijke en verordenende teksten afkomstig van de federale overheid van na 1 januari 1989".

moeilijker worden gemaakt doordat zij niet in de mogelijkheid verkeren van die teksten in hun taal kennis te nemen".

2.2. In voorstel 3-1495/1 wordt bepaald dat alleen "binnen de grenzen van de begrotingskredieten" zal worden gezorgd voor de vertaling van wetten (artikel 2 van het voorstel) en van koninklijke en ministeriële besluiten (artikel 4 van het voorstel).

Het Arbitragehof heeft in zijn arrest 59/94 het volgende geoordeeld :

"Mochten de termen 'binnen de perken van de begrotingskredieten' worden geïnterpreteerd als zouden zij toestaan dat willekeurig, door de niet-toekenning van de vereiste begrotingskredieten, het aantal vertalingen wordt beperkt, dan zou een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6*bis*) voorhanden zijn, vermits de toegang voor de inwoners van het Duitse taalgebied tot de federale wettelijke en verordenende bepalingen op onevenredige wijze zou worden beperkt.

(...)

Daar het voorbehoud 'binnen de perken van de begrotingskredieten' aan de betwiste bepaling elke normatieve draagwijdte zou ontnemen mocht het naar de letter worden genomen en daar het slechts verantwoord is door de omvang van de achterstand, moet het worden gelezen als enkel betrekking hebbende op de teksten daterende van vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 16 van de wet van 18 juli 1990."

Aangezien het, zoals hiervoor uiteengezet is, de bedoeling is om niet langer alle teksten te vertalen, doch alleen die welke voorkomen op de lijsten die opgemaakt worden, enerzijds, door de Minister van Justitie (voor de wetten) en, anderzijds, door de onderscheiden ministers (voor de koninklijke en ministeriële besluiten), is er geen reden voor het voorbehoud "binnen de grenzen van de begrotingskredieten", dat dan ook dient te vervallen.

2.3. Wat de berichten en mededelingen in het Duits betreft, wordt in het voorgestelde artikel 40, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaald dat deze zo nodig ter beschikking gesteld moeten worden van het Duitssprekende publiek. Aangezien die berichten en mededelingen noodzakelijk worden geacht, ziet de Raad van State, in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, geen aanvaardbare rechtvaardiging voor de beperking die wordt opgelegd door artikel 3 van wetsvoorstel 3-1495/1, welk artikel voorziet in de beperking "binnen de grenzen van de begrotingskredieten", die overigens niet voorkomt in de overige bepalingen van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

In artikel 3 van dat voorstel moeten de woorden "en binnen de grenzen van de begrotingskredieten" derhalve worden geschrapt.

3. Volgens de toelichting bij beide wetsvoorstellen wordt de opheffing voorgesteld van artikel 77 van de voornoemde wet van 31 december 1983, waarbij onder de verantwoordelijkheid van de federale Minister van Binnenlandse Zaken een commissie wordt ingesteld, "Commissie voor Duitse rechtsterminologie" genoemd, daar die Commissie, "aangezien (ze) hoofdzakelijk belast is met het vastleggen van die terminologie, (...) een culturele opdracht (vervult) in de zin van artikel 4, § 1, van de bijzondere wet van 31 december 1983 (...). Daarom moet ze onder de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap vallen en dient die Gemeenschap ze bij decreet te organiseren."

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap regelt bij decreet de culturele aangelegenheden, krachtens artikel 130, § 1, eerste lid, 1°, van de Grondwet. Met toepassing van artikel 4, § 1, van de voornoemde wet van 31 december 1983 zijn de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 130, § 1, eerste lid, 1°, van de Grondwet de aangelegenheden genoemd in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. In de artikelen 76 en 77 van de voornoemde wet van 31 december 1983 wordt voorzien in een uitzondering op de culturele aangelegenheden, meer bepaald wat betreft "de bescherming en de luister van de taal" (artikel 4, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) binnen de Duitstalige Gemeenschap.

Indien het de bedoeling van de stellers van beide wetsvoorstellen is om er zeker van te zijn dat de eenheid van de Duitse rechtsterminologie wordt behouden, is het niet voldoende dat bepaald wordt dat de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling en de bevoegde federale ministers de terminologie in acht moeten nemen die is vastgesteld door het daarvoor bevoegde orgaan van de Gemeenschap, aangezien die bepaling enkel betrekking heeft op de teksten die uitgaan van de politieke overheidsinstanties van de federale Staat. Zij dienen er eveneens op toe te zien dat het Waals Gewest de terminologie in acht neemt die is vastgesteld door het bevoegde orgaan van de Gemeenschap ².

²Zie de artikelen 55 en 84, 1°, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

CE

- 10 -

39.777/2
39.778/2

.../...

4. In beide wetsvoorstellen wordt bepaald dat de Koning de datum van inwerkingtreding vaststelt. Om er zeker van te zijn dat de teksten in werking treden binnen een welbepaalde termijn, zou in de teksten de uiterste datum moeten worden vastgesteld waarop deze teksten in werking treden.

Bijzondere opmerkingen

- A. Wetsvoorstel 3-1495/1 en amendementen nrs. 1 en 2 (aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet)

Artikel 2

1. In het voorgestelde artikel 1, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961³ wordt bepaald dat vóórdat de lijst wordt vastgelegd van de wetten die in het Duits moeten worden vertaald, de Minister van Justitie aan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap een advies moet vragen over het voorstel van de Centrale Dienst voor Duitse Vertaling. Met dit wetsvoorstel wordt dus de regeling beoogd van de aangelegenheden van de Duitse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 130 van de Grondwet.

Aangezien het gaat om een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, 3°, van de Grondwet, dient deze bepaling ingevoegd te worden in wetsvoorstel 3-1496/1.

2. De stellers van het wetsvoorstel moeten duidelijker zijn wat betreft de lijst die door de Minister van Justitie wordt vastgelegd : wat dient bijvoorbeeld verstaan te worden onder het begrip "regelmatige tijdstippen" ? Wat is de sanctie als de voorgestelde teksten niet vertaald worden ?

De centrale dienst voor vertaling behoort overigens niet alleen rekening te houden met de terminologie die wordt vastgesteld door het orgaan dat door de Duitstalige

³Wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Gemeenschap wordt aangewezen, maar ook met die welke vastgesteld is door de Commissie voor Duitse rechtsterminologie, alvorens deze wordt opgeheven, en in de mate dat deze niet gewijzigd is door het nieuwe orgaan van de Gemeenschap. De tekst behoort verbeterd te worden. Amendement nr. 1 ligt in die lijn.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 4 van het voorstel (voorgesteld artikel 56, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken).

Artikel 4

In het voorgestelde artikel 56, § 1*bis*, wordt niet voorgeschreven dat de Regering van de Duitstalige Gemeenschap zich mengt in het vaststellen van de lijsten, in tegenstelling tot hetgeen bepaald wordt voor de lijst van te vertalen wetten (artikel 2 van het voorstel).

De stellers van het voorstel dienen hierover uitleg te verstrekken.

B. Wetsvoorstel 3-1496/1 en amendement nr. 1 (aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet)

Artikel 3

1. Algemene opmerking nr. 3 daargelaten, zou dit artikel beter worden opgesplitst in drie onderscheiden artikelen : een artikel 3 waarbij artikel 77 van de voornoemde wet van 31 december 1983 wordt opgeheven, een artikel 4 waarmee wijzigingen worden aangebracht in artikel 76 van dezelfde wet, en een artikel 5 waarin de overgangsbepaling overgenomen wordt met betrekking tot het voornoemde artikel 77.

2. De inleidende zin van het (nieuwe) artikel met de overgangsbepalingen zou als volgt moeten worden gesteld :

.../...

"Tot op het ogenblik van de opheffing van artikel 76 (...) ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990, wordt datzelfde artikel evenwel gewijzigd als volgt."

Amendement nr. 1

Artikel 3 van het voorstel dient te worden gewijzigd zoals aangegeven wordt in amendement nr. 1.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	P. LIÉNARDY, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	H. BOSLY, G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS